

Morgan ALABEURTHE
Commissaire aux Comptes

Mathieu METREAU
Commissaire aux Comptes

4 Allée de la Providence
86000 POITIERS
tél : 05 49 01 62 60

www.cogep.fr

UNAPEI 86

Siège social :

11 AVENUE DES GROTTES DE PASSE-LOURDAIN
CS30023
86281 SAINT BENOIT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

Cabinet COGEP AUDIT

Siège social : 4 ALLEE DE LA PROVIDENCE, 86000 POITIERS

Membre de la Compagnie Régionale de **VERSAILLES ET DU CENTRE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

A l'assemblée générale de l'association UNAPEI 86

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association UNAPEI 86 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Événements postérieur à la clôture » de l'annexe des comptes annuels concernant le litige avec l'ancien Directeur Général.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes assurés de la correcte comptabilisation des produits, du correct traitement de l'affectation des résultats et de la correcte estimation de la provision pour les indemnités de départ à la retraite.

Nos travaux ont consisté à apprécier, sur la base des informations disponibles, les hypothèses sur lesquelles se fonde l'estimation des provisions constituées ainsi que les reprises de provisions enregistrées sur l'exercice. Dans le cadre de notre appréciation, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte de résultat par origine et destination et du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public, sont conformes aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 et ont été correctement appliquées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale appelées à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

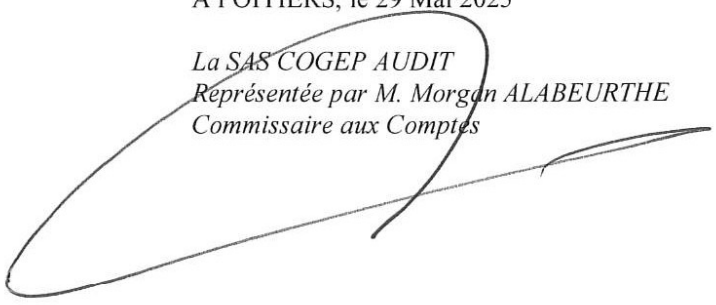
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A POITIERS, le 29 Mai 2025

La SAS COGEP AUDIT
Représentée par M. Morgan ALABEURTHE
Commissaire aux Comptes



BILAN ACTIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF	BRUT	AMORT/ PROV.	NET 31/12/2024	NET 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruits				
Concessions, brevets, licences, marques.	119 308	89150	30159	24704
Autres Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains et agencements	463 868		463 868	467 954
Constructions	20 243 216	11 856 617	8 386 599	9 054 578
Installations techniques matériel et outillage	3 066 959	2 554 020	512 939	478 899
Autres immobilisations corporelles	6 869 903	5 102 587	1 767 315	1 445 658
Immobilisations corporelles en cours	230 856		230 856	274 794
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financières				
Participations et Créances rattachées	275 804		275 804	269 393
Autres titres Immobilisés	147 320		147 320	150 673
Prêts				
Autres	52 043		52 043	51 928
TOTAL I	31 469 277	19 602 374	11 866 904	12 218 900
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours	29 840		29 840	81 511
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (1)				
Créances redevables usagers et comptes rattachés(2)	1 243 007		1 243 007	1 697 175
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	887 035		887 035	851 635
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	9 862 264		9 862 264	11 577 195
Charges constatées d'avance	64 437		64 437	54 863
TOTAL II	12 086 583	0	12 086 583	14 262 380
Frais d'émission des emprunts (III)				
Prime de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	43 555 860	19 602 374	23 953 487	26 481 280

(1) Dont à moins d'un an 887 035€, dont à plus d'un an 0 €

(2) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASF

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF	NET 31/12/2024	NET 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 629 299	1 687 262
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	21 737	21 737
Réserves pour projet de l'entité	6 259 019	6 467 378
Autres réserves	73 176	73 176
Report à nouveau		
Report à nouveau	-839 366	-967 211
<i>dont RAN des activité SMS sous gestion contrôlée</i>	-3 619 875	- 3 218 456
Résultat de l'exercice	- 474 847	-138 476
Situation nette (sous-total)	6 669 019	7 143 866
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	759 365	819 091
Provisions réglementées	-174 095	-73 043
TOTAL I	7 254 288	7 889 914
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	4 446 135	4 647 861
TOTAL II	4 446 135	4 647 861
PROVISIONS		
Provisions pour risques	135 222	80 707
Provisions pour charges	773 213	765 958
TOTAL III	908 435	846 665
DETTES		
Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des étabt. de crédit	8 531 172	9 522 855
Emprunts et dettes financières diverses	1 764	3 052
Avances et acomptes sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 154 745	903 995
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 563 402	2 553 688
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés		
Autres dettes (d'exploitation)	92 458	110 435
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 088	2 814
TOTAL IV	11 344 629	13 096 839
TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV)	23 953 487	26 481 279

COMPTE DE RESULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	10 022	8 870
Ventes de biens	155 415	178 559
dont ventes de biens en nature		
Ventes de services	1 625 050	1 662 844
dont parrainages		
Ventes de biens et services	1 790 487	1 841 521
Concours publics et subventions exploitation	23 761 719	23 038 444
Subventions d'exploitation	23 634	1 111
Versements fondateurs ou consommation dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Produits de tiers financeurs	23 785 353	23 039 556
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	245 104	157 437
Utilisations des fonds dédiés	235 797	365 779
Autres produits	3 492 226	3 746 177
TOTAL I - PRODUITS D'EXPLOITATION	29 548 967	29 159 340
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	285 429	275 544
Variation de stocks	32 827	(3 519)
Autres achats et charges externes	10 820 281	9 507 269
Impôts, taxes et versements assimilés	1 154 163	1 242 671
Salaires et traitements	12 178 212	12 145 489
Charges sociales	4 671 506	4 759 519
Dotations aux amortissements	1 191 946	1 110 888
Autres charges	7 036	3 790
Dotations aux provisions	177 935	42 748
Report en fonds dédiés	34 071	182 741
Aides financières	2 827	
TOTAL II - CHARGES D'EXPLOITATION	30 556 251	29 267 140
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	(1 007 284)	(107 801)

COMPTE DE RESULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

	31/12/2024	31/12/2023
<u>PRODUITS FINANCIERS</u>		
Produits financiers de participations	54	42
Autres valeurs mob., créances d'actif im.		
Autres intérêts et produits assimilés	62 978	53 585
Reprises/provisions et transfert de char		
Produits net/cession des V.M.P		
TOTAL III - PRODUITS FINANCIERS	63 032	53 628
<u>CHARGES FINANCIERES</u>		
Dotations amort., dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	197 559	190 223
Charges nettes/cessions des V.M.P.		
TOTAL IV - CHARGES FINANCIERES	197 559	190 223
2 - RESULTAT FINANCIER (IV-III)	(134 527)	(136 595)
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)	(911 211)	(244 396)
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>		
Sur opération de gestion	498 873	51 531
Sur opération en capital	89 147	72 849
Reprises/provisions et transfert de char	177 876	171 320
TOTAL V - PRODUITS EXCEPTIONNELS	765 897	295 699
Charges exceptionnelles Total VI		
Sur opération de gestion	4 186	101 800
Sur opération en capital	3 719	3 631
Dotation aux amortissements et aux prov.	76 824	71 493
TOTAL VI - CHARGES EXCEPTIONNELLES	84 729	176 924
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	681 168	118 775
Participation des salariés		
Impôts sur les sociétés	14 203	12 855
Engagements à réaliser sur ressources affectés		
Reprises des ressources non utilisées s/ex. antérieurs		
TOTAL DES PRODUITS	30 377 896	29 508 666
TOTAL DES CHARGES	30 852 743	29 647 142
Excédent ou déficit	(474 847)	(138 476)
<u>Contributions Produits</u>		
Dons en nature		
Prestation en nature		
Bénévolat	23 195	21 975
CONTRIBUTIONS PRODUITS	23 195	21 975
<u>Contributions Charges</u>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens et services		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	23 195	21 975
CONTRIBUTIONS CHARGES	23 195	21 975

Annexe des comptes annuels

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dont le total est de 26 185 174 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un déficit de 474 847 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 24/04/25 par les administrateurs de l'Unapei 86 (raison sociale Adapei 86).

Présentation de l'Unapei 86

<u>N° FINESS</u> <u>Code NAF</u>	N° FINESS juridique : 86 079 30 74 N° SIREN : 422 626 598 N° SIRET : 422 626 598 00110
<u>Date de création</u>	Association fondée en 1962 à l'initiative d'un groupe de parents. Déclaration publiée au J.O. du 20 décembre 1962.
<u>Missions de l'association (Statuts)</u>	Acteur de l'économie sociale et solidaire, l'Adapei 86 entend proposer, dans une dynamique inclusive, un accompagnement de qualité garant d'un accès aux droits fondamentaux des personnes en situation de handicap. Elle a pour objet deux grandes missions qui concernent l'action associative et familiale et l'action gestionnaire d'établissements médico-sociaux.

En 1962, quelques familles pionnières, dont les enfants étaient porteurs d'une déficience intellectuelle, avec l'aide de généreux soutiens, se sont regroupées pour créer l'APEI de Poitiers, connue également sous l'appellation « Papillons Blancs ». A partir de cette date, le nombre d'enfants accueillis n'a cessé de croître et il fallait trouver de nouveaux locaux. Inventer de nouvelles réponses et créer de nouveaux lieux et dispositifs d'accompagnement furent deux impératifs pour favoriser l'épanouissement et la progression vers l'âge adulte des personnes en situation de handicap.

Parallèlement en 1968, à l'initiative de familles du Sud-Vienne, poursuivant un objectif analogue, voit le jour l'APEI de Civray.

L'Association Départementale de la Vienne de Parents de Personnes Handicapées mentales et d'Amis (Adapei 86) est fondée en 1971. En 1994, l'Apei de Civray n'est plus gestionnaire de ses établissements, cette mission ayant été confiée à l'Adapei de la Vienne.

Le 1er janvier 2004, les Apei de Poitiers (Centre Vienne) et Civray (Sud Vienne) sont rassemblées au sein d'une entité juridique désormais unique, l'Adapei 86. L'Adapei 86 devient donc une association départementale unique, fédérant l'ensemble des familles et des personnes en situation de handicap du mouvement sur le territoire viennois.

En novembre 2012, est opérée une dissociation entre l'Adapei 86 et les Papillons Blancs de la Vienne, nouvellement fondée. La première est ainsi dédiée à la gestion des établissements et services, pendant que la seconde se consacre aux activités familiales.

En janvier 2021, les dimensions politique et militante (les Papillons Blancs de la Vienne) et gestionnaire (l'Adapei 86) fusionnent. C'est ainsi que les Papillons Blancs de la Vienne rejoignant l'Adapei 86. L'Association change de nom pour devenir « Unapei 86 ». Il s'agit d'une certaine façon de réaffirmer l'identité et l'image de l'Unapei 86, en tant qu'association affiliée au mouvement parental Unapei, tête de réseau qui regroupe près de 330 associations sur le territoire national.

Fondée sur des valeurs humanistes imprescriptibles, l'association Adapei 86 s'est donnée la mission première d'être un acteur exigeant dans l'espace public pour contribuer à ce qu'advienne une société toujours plus solidaire et inclusive.

Une histoire commune tissée ensemble au fil des années, entre métissage des attentes et espoirs, défense et représentation des droits et intérêts moraux, matériels et financiers des personnes en situation de handicap intellectuel, de l'enfance au soir de la vie et ce, auprès des élus, des pouvoirs publics et des autorités de tarification qui confient pour ces dernières, la mission de gestionnaire de structures créées à notre initiative au début du chemin et essentiellement à leur initiative depuis 2009, ce qui a beaucoup changé la donne !

L'éthique de conviction mais aussi l'éthique de responsabilité qui sous-tendent ce parcours au long cours ont contribué à définir ce qu'est l'association aujourd'hui, à savoir une association au cœur des préoccupations de son temps ; une association qui exerce pleinement son rôle de plaidoyer pour porter haut et fort la cause des personnes en situation de handicap auprès des pouvoirs publics. Il s'agit d'avancer avec pragmatisme et réalisme mais aussi avec l'audace d'innover et de s'emparer des interstices pour conjuguer le pensable et le faisable dans l'intérêt des personnes accompagnées au regard de leur projet, de leurs choix et préférences dans un parcours de vie à construire, à vivre sans attendre.

Diverses étapes ont jalonné le parcours de l'Adapei 86. La dernière a visé à rapprocher en juillet 2020 l'association familiale (Papillons Blancs 86) et l'Adapei 86 (association gestionnaire) qui constitue désormais une entité juridique unique sous la marque Unapei 86. Une décision également prise en assemblée générale extraordinaire qui symbolise la volonté d'une synergie à co-construire entre ces deux dimensions complémentaires et indissociables et qui inscrivent clairement l'association au sein du réseau national Unapei.

L'Adapei 86 souhaite inscrire son action tel que :

- Caractériser le périmètre de son action militante en rappelant l'importance accordée à l'expression par les familles de leurs aspirations qui font sens commun au-delà des spécificités et attentes individuelles.
- Concrétiser au mieux les aspirations collectives des familles :
- Tout en intégrant l'impératif de conformité aux attendus des politiques publiques,
- Tout en adoptant des modalités opérationnelles qui lui donnent sens et vertu parce qu'il ne peut être question de consentir aux missions impossibles susceptibles de leurrer, d'insécurité, d'entraves à la qualité des accompagnements ou d'injonctions paradoxales.

L'association en chiffres (au 31 décembre 2024) :

- 114 adhérents
- 565 personnes (enfants et adultes) en situation de handicap accompagnées sur le territoire de la Vienne :
 - Déficience intellectuelle,
 - Poly ou pluri handicap,
 - Trouble Neuro Développementaux (dont troubles du spectre de l'Autisme),
 - Souffrance psychique
- 380 salariés
- 23 761 K€ de budget

Quatre domaines d'activités :

Organisée en domaines d'activités stratégiques, l'Association gère 15 établissements et services médico-sociaux (certaines autorisations ont été regroupées dans le cadre du CPOM) avec l'appui de 380 professionnels.

IME / SESSAD :

- 2 Services d'Éducation Spécialisée et de Soins A Domicile (SESSAD)
- 2 Instituts Médico Éducatifs (IME), comprenant un hébergement
- 1 Accueil de répit ASE
- 1 Accueil de répit aidant

HABITATS

- 1 Foyer d'hébergement réparti sur 1 site institutionnel (Soleil Bleu) et divers appartements en collocation (Poitiers et Civray)

- 3 Foyers de vie, dont une maison en collocation
- 1 Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM)
- 1 Service Départemental d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS)

MAS :

- 1 Maison d'Accueil Spécialisée (MAS)

ESAT et SECTION ANNEXE :

- 1 Établissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT), réparti sur 3 sites principaux.

L'association parraine :

- Membre fondateur du GCSMS « Confluence » avec l'Adapei 79 et l'Unapei 17

Contrats Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM)

L'Unapei 86 a contractualisé les moyens de son action avec les deux financeurs principaux de l'Association :

- Conseil Départemental
 - CPOM 2020-2024
 - Etablissements et services « HABITATS » et « SECTION ANNEXE D'ESAT »
 - Enveloppe financière allouée pour 2020 à 6.838K€ pondérée à un taux d'évolution annuel de 0,6%.
- Agence Régionale de Santé
 - CPOM 2015-2019, avenants 2020 et 2021
 - Etablissements et services IME / SESSAD / FAM / ESAT / MAS
 - Enveloppe financière allouée pour 2020 à 12.341 K€

Les orientations stratégiques

En déclinaison du projet associatif, le plan stratégique définit 4 axes qui se déclinent, eux-mêmes dans chacun des projets des établissements et services :

- Garantir l'accompagnement et la participation sociale en milieu ordinaire, l'adaptation de l'offre répondant aux besoins des territoires dans le cadre du virage inclusif,
- Favoriser l'approche populationnelle par type de handicap notamment dans le cadre de la stratégie quinquennale,
- Contribuer à la mise en œuvre d'une démarche « Réponse Accompagnée Pour Tous,
- Maintenir une gestion performante des établissements / structures et un management de la qualité.

Faits marquants 2024

D'un point de vue financier, les éléments marquants de 2024 sont :

- Pour l'ARS : le versement en année pleine du Ségur pour tous pour 442 889€, l'ouverture d'un répit aidant sur l'IME de Mauroc depuis le 01/01/2024 pour 300 000€, d'une place de répit et aides aux proches sur la MAS depuis le 01/04/2024 pour 87 082€ pour une année pleine, d'un taux de reconduction de 1% ainsi que des crédits non pérennes à hauteur de 43 817€
- Pour le Conseil Départemental, la dotation est composée d'un complément CNSA pour le Ségur des fonction Soignants et paramédicaux pour 169 073€ (prévu à 330 718€ et reprise de 161 642€ en fin d'année car calcul au réalisé sans tenir compte des intérimaires), de dotations complémentaire pour des places supplémentaires provisoires et des surcoûts pour 191 688€. Nous n'avons pas eu de financement pour le Ségur pour Tous. Nous avons bénéficié également d'un taux de reconduction de 2% qui prévoit à la normale un taux de 0.6%.

Evènements postérieur à la clôture

Litige en cours avec l'ancienne Direction Générale.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases suivantes :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 99-03 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Au nouveau règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations
- Du règlement ANC n°2019-04 relatif aux règles comptables applicables aux associations et fondations gestionnaires des établissements sociaux et médico-sociaux privés
- Du code de l'action sociale et des familles CASF, pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du CASF

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Informations générales complémentaires

L'association gère des établissements dont la gestion est contrôlée ou dont la gestion est libre, un siège (service commun) une activité propre. Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'association sont éliminées. Il s'agit des créances et des dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison et des prestations facturées entre établissements.

Les comptes de résultat des établissements ou services sont soumis aux autorités de contrôle, qui décident de leur affectation. Dans l'attente de leurs décisions, les résultats des années antérieures sont enregistrés dans les comptes de report à nouveau n°115.

Le résultat de l'association est présenté avec une compensation entre les déficits de certains établissements ou services et les excédents d'autres établissements ou services. En fait, compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'indépendance de chaque établissement ou service, ces compensations ne se réalisent pas.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue par l'Unapei 86 respectant l'instruction comptable M22 applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux.

- Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- Installations techniques : 5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels : 5 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 à 15 ans
- Matériel de transport : 5 à 7 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les constructions ont fait l'objet d'un amortissement par composants conformément aux règlements n°2002-10 et n°2004-06 du CRC.

Dans le cadre de la gestion des établissements sous contrôle des autorités de tarification, certaines immobilisations font l'objet d'un amortissement sur des durées définies par les autorités de tarification pouvant différer de celles habituellement pratiquées. Par application des dispositions de l'avis n° 2007-05 du conseil national de la comptabilité du 4 mai 2007, le différentiel d'amortissement est alors constaté pour compléter les dotations comptabilisées (application d'un amortissement dérogatoire ou différé).

La durée d'amortissement des biens décomposables est la suivante :

- Gros œuvre : 50 ans
- Façade / Menuiserie ext. : 35 ans
- Installations Générales et Techniques : 20 ans

- Agencements : 10 ans

L'application des nouvelles durées d'amortissement en résultant entraîne un différentiel entre le montant de la dotation de l'amortissement comptable et le montant de la dotation de l'amortissement budgétaire. Pour traiter ces écarts d'amortissements comptables et budgétaires des amortissements dérogatoires (compte 145 Amortissements dérogatoires) ou différés (compte 1161 Amortissements comptables excédentaires différés) sont comptabilisés.

Stock & en cours

Les stocks et en-cours ont été relevés et chiffrés par l'Unapei 86 au 31 décembre. Les matières et fournitures ont été évaluées au dernier prix d'achat connu. Les produits et en-cours de production ont été évalués à leur coût de production. Ces éléments ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Placements de trésorerie

Ils sont valorisés à la valeur historique et font l'objet d'une dépréciation si leur valeur liquidative au 31 décembre est inférieure.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont des provisions qui ne correspondent pas à l'objet normal d'une provision. Elles sont comptabilisées en application de dispositions légales. Les réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du CASF).

Provision pour engagements de retraite

Les provisions constituées pour les engagements de retraite des salariés, sont calculées dans le cadre des départs, en application de la méthode rétrospective des unités de crédits projetées (PBO). L'évaluation des indemnités de fin de carrière a été calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la recommandation du Conseil National de la Comptabilité.

La méthode retenue dans le cadre de cette évaluation est la méthode des unités de crédits projetées (ou méthode du prorata des droits au terme). Cette méthode est définie par la norme comptable IAS 19 révisée (norme européenne) et par la norme FAS87 (norme US GAAP). Elle est conforme à la recommandation 2003 R- 01 du CNC.

Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de dette actuarielle. Cette méthode consiste à :

- Evaluer les flux futurs probables en se basant sur les hypothèses d'évolution des rémunérations, les droits exigibles au moment du départ à la retraite et les probabilités de présence dans l'entreprise;
- Actualiser ces flux à la date d'évaluation afin d'obtenir la valeur actuelle probable des flux futurs (VAP).
- Proratiser la valeur actuelle probable des flux futurs afin d'obtenir la dette actuarielle (Valeur actualisée de l'obligation). Le calcul est effectué salarié par salarié. L'engagement total de l'entreprise correspond à la somme des engagements individuels.

Les hypothèses retenues pour l'évaluation de la provision pour engagements de retraite sont les suivantes :

- Revalorisation des salaires: 1 %
- Table de mortalité utilisée : INSEE 2022
- Mobilité des actifs:
 - NON CADRE : Turn-over faible
 - CADRE : Turn-over faible
- Age de départ en retraite à l'initiative du salarié pour 100 %
 - 64 ans pour les non cadres
 - 65-67 ans pour les cadres
- Taux d'actualisation: 3,35 %
- Indemnité de départ prévue par la Convention Collective du 15 mars 1966

Fonds dédiés

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Au compte de résultat sont enregistrés :

- En charges dans le poste « Engagements à réaliser sur ressources affectées »,
- En produits dans le poste « Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont engagées.

Congés payés

La provision pour congés à payer due au 31 décembre a été calculée selon la méthode forfaitaire évaluée sur la base des 10% des salaires bruts de juin à décembre.

La valorisation est effectuée selon le dernier salaire connu augmenté des charges sociales et fiscales afférentes.

Dettes provisionnées pour congés à payer

Les dettes provisionnées pour congés à payer, et les charges sociales et fiscales y afférentes sont comprises dans les autres dettes.

En application de l'avis du CNC n° 2007-05 du 4 mai 2007, la quote-part de la dette provisionnée pour congés à payer non financée, est affectée au compte 116200. La variation de la dette a été comptabilisée au compte de résultat aux comptes 641201, 645181 et 645186, pour un montant de - 23 671 €, et fera l'objet d'une affectation après clôture de l'exercice du compte 116200 "Ecart sur congés payés", sous compte du compte 116 "Dépenses non opposables au tiers financeurs".

Produits & charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Changement d'estimation comptable

Aucun changement d'estimation comptable n'a eu lieu cette année

Notes sur le bilan

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'étab. Et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	105 922	13 386		119 308
Immobilisations incorporelles en cours				
TOTAL Immobilisation Incorporelles	105 922	13 386	-	119 308
Terrains	463 868			463 868
Constructions sur sol propre	20 325 206	534	82 524	20 243 216
Constructions sur sol d'autrui				-
Constructions installations générales				
Installations tech. Matériel & outillage	2 980 821	205 809	119 670	3 066 959
Inst. Générales, agencements et divers	3 653 845	577 175	63 174	4 167 846
Matériel de transport	728 598	23 313	138 291	613 620
Mat. De bureau, informatique et mobil.	2 170 194	60 915	177 900	2 053 209
Autres immobilisations corporelles	35 227			35 227
Immobilisations corporelles en cours	274 794		43 938	230 856
Avances et acomptes				
TOTAL Immobilisations Corporelles	30 632 553	867 745	625 496	30 874 802
Participations	269 393	6 411		275 804
Autres titres immobilisés	150 673		3 353	147 320
Prêts et autres immobilisations financières	51 928	115		52 043
TOTAL Immobilisations Financières	471 994	6 526	3 353	475 167
TOTAL GENERAL	31 210 468	887 657	628 849	31 469 277

Amortissements des immobilisations	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'étab. Et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	81 218	7 932		89 150
TOTAL Immobilisations Incorporelles	81 218	7 932	-	89 150
Terrains	-			-
Constructions sur sol propre	11 307 418	672 920	155 766	11 824 572
Constructions sur sol d'autrui	41 197		9 152	32 045
Installations tech. Matériel & outillage	2 460 725	171 383	78 088	2 554 020
Inst. Générales, agencements et divers	2 595 994	209 589	51 408	2 754 175
Matériel de transport	728 186	3 538	138 291	593 433
Mat. De bureau, informatique et mobil.	1 782 800	126 603	189 650	1 719 752
Autres immobilisations corporelles	35 227		-	35 227
TOTAL Immobilisations Corporelles	18 951 547	1 184 032	622 356	19 513 224
TOTAL GENERAL	19 032 765	1 191 964	622 356	19 602 374

Notes sur le bilan

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Actif circulant

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créance rattachée à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	52 043		52 043
TOTAL de l'actif immobilisé	52 043	-	52 043
Clients douteux ou litigieux	10 424		10 424
Autres créances clients	1 027 472	1 027 472	
Créances glissantes des ESAT	205 111		205 111
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat - impôts sur les bénéfices			
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	11 802	11 802	
Etat - Autres impôts, taxes et versements assimilés		-	
Etat - Divers	197 715	197 715	
Résidents, frais d'hébergement avancés	35 167	35 167	
Débiteurs divers	642 351	642 351	
TOTAL de l'actif circulant	2 130 043	1 914 508	215 535
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	64 437	64 437	
TOTAL GENERAL	2 246 523	1 978 945	267 578

PRODUITS A RECEVOIR	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
TOTAL Immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	333 300
Personnel	-
Organismes sociaux	-
Etat	204 477
Divers, produits à recevoir	144 670
Autres créances	-
TOTAL Créances	682 446
Valeurs Mobilières de Placement	-
Disponibilités	-
TOTAL	682 446

Notes sur le bilan

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Dépréciation des actifs

Amortissements des immobilisations	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Prov. sur immobilisations incorporelles				
Prov. sur immobilisations corporelles				
Prov. sur immo. titres mis en équival.				
Prov. sur immo. titres de participation				
Prov. sur autres immo. financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	13 585		3 161	10 424
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL GENERAL	13 585	-	3 161	10 424

Répartition des dotations et reprises :

<i>Exploitation</i>	13585	-	3161	10424
<i>Financières</i>				
<i>Exceptionnelles</i>				

Notes sur le bilan

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin exercice
Fonds associatifs sans droits de reprise	1 687 262		57 962	1 629 300
Fonds associatifs avec droits de reprise				
Réserves	6 632 823	-	278 890	6 353 932
- Réserves statutaires	21 737			21 737
- Excédents affectés à l'investissement	2 974 753			2 974 753
- Réserve de trésorerie	1 819 825			1 819 825
- Réserve de compensation	1 635 172		278 890	1 635 172
- Autres réserves	181 336			181 336
Report à nouveau	-967 211	529 265	401 421	-839 366
- Report à nouveau (gestion propre)	2 251 245	529 265		2 780 510
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs	-2222 381		366 339	-2 588 720
- Dépenses non opposables aux tiers financeurs	- 996 074		35 082	-1 031 156
Résultat de l'exercice	-138 476	138 476	474 847	-474 847
Subventions d'investissements	819 091	17 883	77 609	759 365
Provisions règlementées	- 73043		101 053	-174 096
- Provisions relatives aux immobilisations				
- Réserves des plus-values nettes d'actif	472 481			472 481
- Amortissements dérogatoires	-545 523		101 053	-646 576
TOTAL GENERAL	8 194 259	698 624	1 391 783	7 254 288

Subventions d'investissement

Subventions d'investissement	Montant début exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin exercice
Montant nominal				
- Affectées à des bien non renouvelables	1 639 704	14 640	43 481	1 612 863
- Affectés à des biens renouvelables				
TOTAL	1 639 704	14 640	43 481	1 612 863
Quotes-parts virées au résultat				
- Affectées à des bien non renouvelables	819 370	77 609	43 481	853 498
- Affectés à des biens renouvelables				
TOTAL	819 370	77 609	43 481	853 498
TOTAL GENERAL	819 091			759 365

Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issue de	Fonds à engager au début d'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remb.		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Investissements	3 801 302	3 000	63 936			3 740 384	
CNR Aides aux aidants	77 581					77 581	
CNR Accueil de répit	157 457					157 475	
CNR Accueil répit ASE	58 858					58 858	
CNR Situations critiques	35 423		22 923			12 500	
CNR Plateforme Sessad	184 439					184 439	
CNR Défi Qualité	64 995					64 995	
CNR gratif. stagiaires	40 503		7 518			32 985	
CNR Exp. Région. Hand. Psychique	40 000					40 000	
Formations	162 379	9 063	141 420			30 022	
Honoraires	24 906					24 906	
AMI QVTC	0	22 008				22 008	
TOTAL GENERAL	4 647 861	34 071	235 797	0	0	4 446 135	

Provisions pour risques & charges

	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Provisions pour litiges	67 433	125 108	67 433	125 108
Prov. pour garant données aux clients				
Prov. pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Prov. pour pensions et obligat. simil.	765 959	7 254	0	773 213
Provisions pour impôts				
Prov. pour gros entretien				
Provisions pour charges sociales/fiscales				
Autres provisions pour risques et charges	13 275		3 161	10 114
TOTAL GENERAL	846 667	132 362	70 593	908 435

Répartition des dotations et reprises :

<i>Exploitation</i>	846 667	132 362	70 593	908 435
<i>Financières</i>				
<i>Exceptionnelles</i>				

Notes sur le bilan

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A pl de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d'1 an à l'origine	5 259 991	352 783	1 287 498	3 619 710
Emprunts et dettes financières divers	3 272 945		3 272 945	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 154 745	1 154 745		
Personnel et comptes rattachés	799 204	799 204		
Sécurité sociales et organismes	721 778	721 778		
Impôts sur les bénéfices	14 203	14 203		
Taxe sur la valeur ajoutée	28 217	28 217		
Obligations cautionnées				
Autres imôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immo. Et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	92 458	92 458		
Dette représentat. De titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 088	1 088		
TOTAL GENERAL	11 344 629	3 164 476	4 560 443	3 619 710

Charges & produits constatés d'avance

MONTANT DES CHARGES A PAYER DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 372
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	389 139
Dettes fiscales et sociales	1 095 920
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	1 486 431

MONTANT DES CHARGES A PAYER DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	64 437	1 088
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	64 437	1 088

Notes sur le compte de résultat

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Résultat exceptionnel

PRODUITS EXCEPTIONNELS	Montant
Autres produits exceptionnels sur opération de gestion	498 873
Produits de cessions d'éléments d'actifs cédés	11 539
Subventions d'investissement virées au résultat	77 609
Amortissements par composants	177 876
Autres provisions réglementées	
TOTAL	765 897

CHARGES EXCEPTIONNELLES	Montant
Autres charges exceptionnelles sur opération de gestion	4 186
Valeurs comptables d'éléments d'actifs cédés	3 719
Amortissements par composants	76 824
Autres provisions réglementées	
TOTAL	84 729

Notes sur le compte de résultat

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Concours publics et subventions d'exploitation

Produits à la charge de l'Assurance Maladie	15 390 999
Produits à la charge du Conseil Départemental de la Vienne	8 066 529
dont +20 ans (L242-4 CASF)	238 137
Produits à la charge des autres Conseils Départementaux	304 191
TOTAL	23 761 719

Résultat comptable de l'exercice

RESULTATS 2024	DEFICIT	EXCEDENT
Association gestionnaire & familiale	98 110	
ESAT Unapei 86 (BAPC)		486 393
TOTAL GESTION PROPRE		388 283
Institut Médico-Educatif de Mauroc (IME)	264 374	
Institut Médico-Educatif de St Gaudent (IME)	99 987	
Service d'éducation spéciale et de soins à domicile de Poitiers (SESSAD)		101 567
Service d'éducation spéciale et de soins à domicile de Civray (SESSAD)		89 021
Etablissement et service d'aide par le travail de l'Unapei 86 (ESAT)		285 587
Atrium Chantejeau		777
Foyers d'hébergement de l'Unapei 86	97 199	
Foyer de Vie & FAM de Mauroc (CD 86)		20 391
Forfait Soins du FAM de Mauroc (ARS)		96 405
Foyer de Vie de Chaunay	168 896	
Foyer de Vie Bleu Soleil	350 473	
Service d'Accompagnement à la Vie Sociale de l'Unapei 86		48 888
Service d'Accueil Familial de l'Unapei 86		
Maison d'Accueil Spécialé Port d'Attache (MAS)	378 776	
Siège (services supports)	146 059	
TOTAL GESTION CONVENTIONNEE		-863 130
RESULTAT DE L'EXERCICE		-474 847

Bilan financier

Ci-joint en annexe

Autres informations

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Engagements Financiers

ENGAGEMENTS RECUS		Montant
Avals et cautions :		4 054 558
Crédit coopératif MAS 7.760 K€	2 063 695	
SOGAMA Crédit Associatif s/emprunt MAS 7.760 K€	1 431 573	
Commune de Smarves s/emprunt MAS 7.760 K€	223 102	
Crédit coopératif MAS 672 K€	316 016	
Commune de Smarves s/emprunt MAS 672 K€	20 171	
Plafonds des découverts autorisés :		
Autres engagements reçus :		
Legs nets à réaliser :		
TOTAL	4 054 558	4 054 558

Effectif

Effectif du personnel à la clôture de l'exercice : 31/12/2024

EFFECTIF	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif ETP
Cadres	8	30	38	34.08
Employés	86	241	327	317.13
TOTAL	94	271	365	351.21

Autres informations

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Rémunérations allouées aux dirigeants

L'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 précise que la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés doit figurer en annexe des comptes annuels, dès lors que l'association, reçoit des subventions de l'Etat et collectivités territoriales pour un montant annuel supérieur à 50 000 euros et dont le budget annuel est supérieur à 100 000 euros.

La loi précitée ne précise pas la définition de la notion de « cadre dirigeants bénévoles et salariés ».

L'article 20 de la loi précitée fait référence à la notion de « cadres dirigeants ». Cette notion est différente de la notion de simple « dirigeant », puisqu'elle regroupe, conformément aux dispositions de l'article L.212-15-1 du Code du travail « les cadres auxquels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans l'entreprise ou leur établissement ».

La notion de « cadres dirigeants » est par conséquent intimement liée à la notion de « salarié ».

Au cas particulier de l'association ADAPEI 86, il est rappelé que les administrateurs ne sont pas rémunérés et ne bénéficient pas d'avantages en nature.

L'association ADAPEI 86 n'a qu'un cadre dirigeant au sens de ce texte.

La rémunération versée sur l'année 2024 pour les trois plus hauts salaires est de 235 640 euros.

Honoraires des commissaires aux comptes _____

Honoraires versés aux commissaires aux comptes : 31 840 euros

- Honoraires facturés au titre de la mission de contrôle légal des comptes : 31 840 euros
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liés à la mission de contrôle légal : 0 euros

Compte d'emploi des ressources

Par décret n°2019-504 du 22 mai 2019, le seuil à partir duquel un organisme est tenu d'établir un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public est applicable aux exercices comptables clos à compter du 1^{er} juin 2020 et aux exercices clos à une date antérieure volontairement par anticipation.

Les informations présentées ont été établies sur la base des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Compte de résultat par origine et destination

Le CROD rend compte et informe les donateurs sur les sommes collectées provenant de la générosité du public et leur utilisation dans l'exercice ou les exercices suivants celui de leur collecte.

Le CROD présente les ressources de l'association par origine et ses emplois par destination selon une approche analytique. La première colonne intègre la totalité des produits et des charges du compte de résultat. La deuxième colonne présente les éléments liés à la générosité du public et est destinée à alimenter le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public y compris ce qui concerne les contributions volontaires en nature positionnées au pied de ce compte.

Compte de résultat par origine et destination

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie	10 022	10 022	8 870	8 870
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	52 809	28 771	28 771	28 771
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat				
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	6 048 811		5 908 254	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	23 785 353		23 039 556	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	245 104		157 437	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	235 797		365 779	
TOTAL	30 377 896	37 641	29 508 667	37 641
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	30 481 051	18 451	29 356 744	13 233
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public				
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	145 483	5 166	52 054	5 166
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	177 935		42 748	
5 - IMPÔT SUR LES BENEFICES	14 203		12 855	
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	34 071		182 741	
TOTAL	30 852 743	18 399	29 647 143	18 399
EXCEDENT OU DEFICIT	-474 847		-138 476	

Compte de résultat par origine et destination

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	23 195		21 975	
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	23 195		27 106	
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France				
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	23 195		21 975	
TOTAL	23 195		27 106	

Compte d'emploi annuel des ressources (CER)

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	RESSOURCES PAR ORIGINE EXERCICE	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 – MISSIONS SOCIALES			1 – RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie	10 022	8 870
- Actions réalisées par l'organisme	18 451	13 233	1.2 Dons, legs et mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels	36 147	28 771
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie		
- Actions réalisées par l'organisme			- Mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public					
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT	5 166	5 166			
TOTAL DES EMPLOIS	18 399	18 399	TOTAL DES RESSOURCES	46 169	37 641
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE			3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS		
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	22 553	19 242	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	46 169	37 641	TOTAL	46 169	37 641
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	45 990	26 748
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public (-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	22 553	19 242
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	68 543	45 990